

## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

### Objet

L'ensemble des annexes obligatoires sont présentées dans la demande d'Enregistrement joint au CERFA.

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

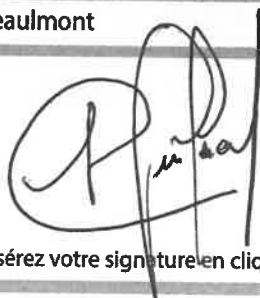


Fait à

Ceaulmont

le, 27/01/2019

Signature



Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé  
des installations classées  
pour la protection de  
l'environnement

# Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679\*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

## 1. Intitulé du projet

Demande d'Enregistrement au titre de la rubrique 2760 des ICPE pour la prolongation de l'activité de l'ISDI du Pêchereau (36) exploitée par la société Carrières GUIGNARD.

## 2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

### 2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

### 2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou  
raison sociale

Carrières GUIGNARD

N° SIRET

384 819 868 00017

Forme juridique

SARL

Qualité du  
signataire

Gilbert GUIGNARD, Gérant

### 2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

Adresse électronique

N° voie

Type de voie

Nom de voie

La Prune

Lieu-dit ou BPBP 143

Code postal

36 200

Commune

CEAULMONT

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

### 2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom

RENAUD Frédéric

Société

Carrières GUIGNARD

Service

Fonction

Directeur Foncier

#### Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

La Prune

Lieu-dit ou BPBP 143

Code postal

36 200

Commune

CEAULMONT

N° de téléphone 02 54 25 42 34

Adresse électronique frederic.renaud@groupeguignard.fr

### 3. Informations générales sur l'installation projetée

#### 3.1 Adresse de l'installation

N° voie

Type de voie

Nom de la voie

Lieu-dit ou BPMaison Rouge

Code postal

36 200

CommuneLe Pêchereau

#### 3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

### 4. Informations sur le projet

#### 4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

La société Carrières GUIGNARD souhaite poursuivre cette exploitation pour les raisons suivantes :

- Il reste encore en place une fosse non remblayée dont le vide représente un volume de 120 000 m3,
- Les terrains ayant été déjà exploités en carrière, cela induit des faibles enjeux environnementaux (terre remaniée, milieux sensibles non développés, espèces exotiques envahissantes, ...),
- Cette fouille non remblayée se situe dans un secteur où il est nécessaire de développer le réseau d'ISDI,
- Ce site bénéficie d'une bonne situation géographique à proximité d'Argenton-sur-Creuse et avec un accès direct depuis la RD48,
- Ce site bénéficie déjà d'infrastructures déjà en places (portail, piste, caméra de surveillance, ...) nécessaires à l'accueil des déchets inertes,
- Le remblaiement des terrains, en plus d'assurer une mise en sécurité du site par suppression des fronts permettra la reconstitution puis la restitution d'environ 7 ha de prairie naturelle. Un projet de mise en place d'un parc photovoltaïque sur ce site en collaboration avec la commune est également en réflexion. Cela permettrait ainsi une valorisation des terrains par la mise en service d'une installation d'intérêt collectif pour la commune.

L'exploitation de cette ISDI sera conforme aux articles R. 541-65 à 75 et R. 541-80 à 82 du Code de l'Environnement ainsi qu'à l'Arrêté du 12 décembre 2014, et notamment les points suivants :

- Les terrains sont déjà décapés du fait de l'ancienne exploitation. Les quelques plantations apparues sur les terrains remaniés seront arrachées,
- Les matériaux inertes pour exhausser le terrain seront acheminés par camions (semi-remorques essentiellement),
- Un premier contrôle visuel sera effectué à l'arrivée sur le site du Pêchereau (à 1 km de l'ISDI) où le camion sera pesé. Il sera ensuite orienté vers cette ISDI uniquement s'il s'agit de matériaux inertes non valorisables par l'exploitant.
- Sur l'ISDI :

- ☑ Les camions déchargeront les déchets inertes au niveau de la zone de dépotage de l'ISDI qui avancera avec le front de remblayage,
- ☑ Les déchets seront également contrôlés visuellement lors du régalage des terres par le conducteur du bull,
- ☑ Les déchets inertes seront repris par un bulldozer qui les poussera du haut de talus (gerbage),
- ☑ Ainsi, la réhabilitation sera coordonnée avec l'avancée du remblayage.

Le projet est décrit de façon précise dans le dossier joint à ce CERFA.

**4.2 Votre projet est-il un :**

Nouveau site ☐

Site existant ☒

**4.3 Activité**



Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

[illegible]

## 5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : [http://www.ineris.fr/aida/consultation\\_document/10361](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361).

*Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).*

*Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.*

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

*Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.*

**Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.**

## 6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/linformation-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRN mouvements de terrain et retrait gonflement d'argiles. Non concerné sur le site
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Si oui, lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	400 m du site Natura 2000 "Vallée de la Creuse et ses affluents"
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

## 7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC <sup>1</sup>	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
<b>Ressources</b>	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

1

Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Remblaiement avec des matériaux inertes extérieurs pour un volume total de 120 000 m3.  Par contre il s'agit d'un remblaiement d'une fosse d'exploitation.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trafic de camions pour l'apport des matériaux inertes extérieurs. Cela représente un très faible trafic, 3 camions/j en moyenne.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Lors de la circulation des camions et des engins. Vu le faible volume du projet, l'impact est négligeable, il n'y a donc pas de nuisance. Cela sera confirmé par les mesures de bruit 1x/3ans.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Travail diurne.
Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>Patrimoine/ Cadre de vie/ Population</b>	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

### 7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

### 7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

### 7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Cf. Dossier de demande d'Enregistrement.

## 8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Remise en état en prairie naturelle.

### 9. Commentaires libres

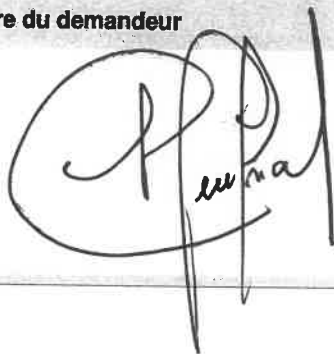
Les caractéristiques du site et sa compatibilité avec les prescriptions de l'Arrêté Type sont présentées dans le dossier de demande d'Enregistrement joint au CERFA.

### 10. Engagement du demandeur

A Ceaulmont

Le 27/01/2019

Signature du demandeur

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Ceaulmont', written over a light grey background.

# Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

**Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.**

## 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
<b>P.J. n°1.</b> - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°2.</b> - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°3.</b> - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°4.</b> - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°5.</b> - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°6.</b> - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

## 2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
<b>Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :</b>	
<b>P.J. n°7.</b> - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet se situe sur un site nouveau :</b>	
<b>P.J. n°8.</b> - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°9.</b> - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
<b>Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :</b>	
<b>P.J. n°10.</b> - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
<b>Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :</b>	
<b>P.J. n°11.</b> - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
<b>Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :</b>	
<b>P.J. n°12.</b> - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>



- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :</b>	
<b>P.J. n°13.</b> - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.1.</b> - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.2.</b> Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.3.</b> Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.4.</b> S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°13.5.</b> Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.1</b> La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.2</b> La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- <b>P.J. n°13.5.3</b> L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
<b>Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :</b>	
<b>P.J. n°14.</b> - La description : - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
<b>P.J. n°15.</b> Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

**P.J. n°16.** - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. *[11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

**P.J. n°17.** - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. *[12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
Dossier d'Enregistrement joint	

## **ANNEXE 2 :**

# Topographie du site actuel

COMMUNE DU PECHEREAU

Département de l'Indre

Cadastre : Section AW

PLAN TOPOGRAPHIQUE

Echelle : 1/1000

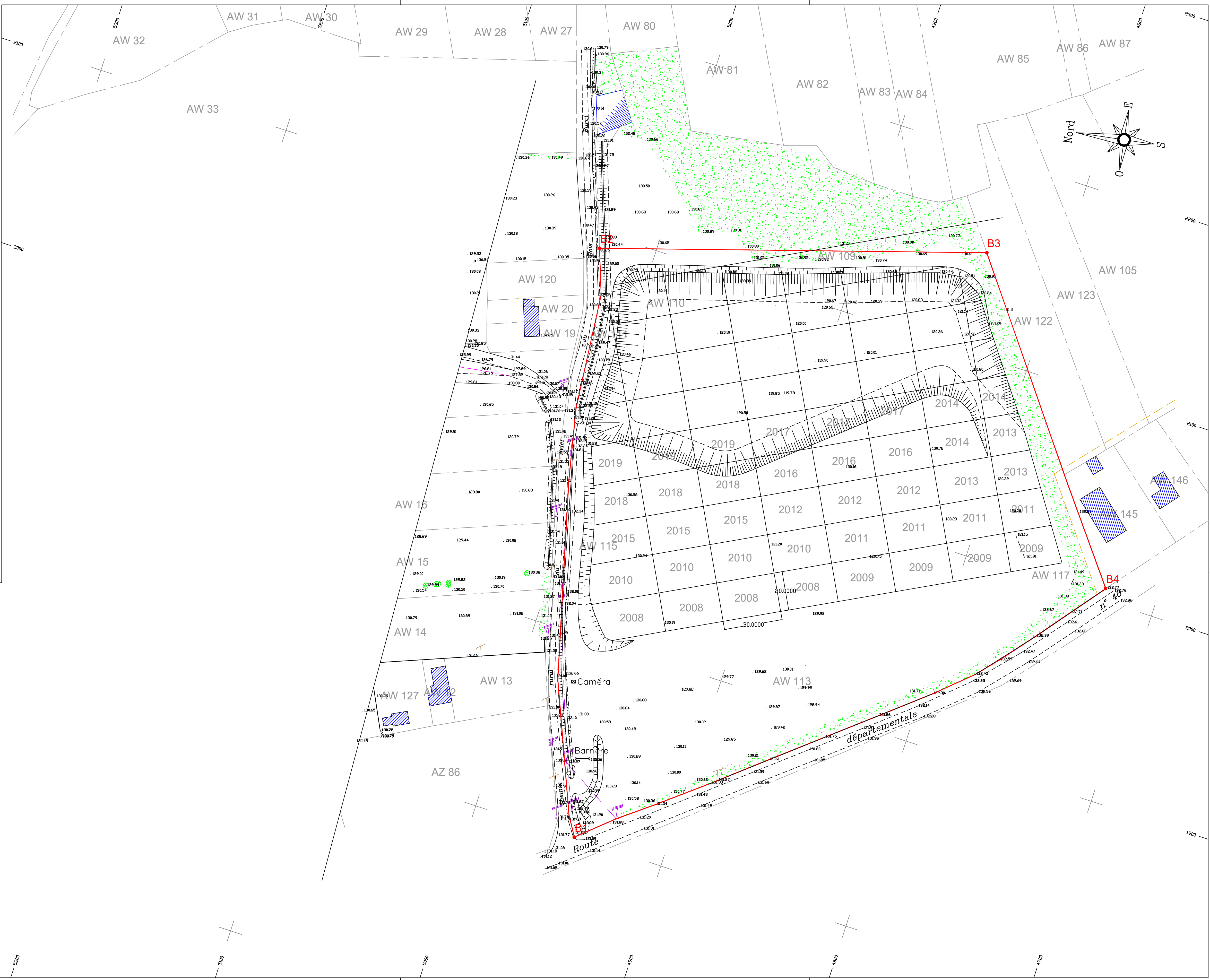
ISDI MAISON ROUGE

Nota : Nivellement rattaché au NGF  
Système planimétrique indépendant

Indice	Date	Modifications
C	Décembre 2019	m.à.j. accès – calage cad.

Dossier : 03217-C  
Date : 12/12/2019  
Fichier : 03127-C.dwg

— Limite



## **ANNEXE 3 :**

### **Avis de l'hydrogéologue agréé concernant l'ancien projet de carrière**



EXPERTISE DE L'HYDROGEOLOGUE AGREE EN MATIERE D'HYGIENE PUBLIQUE

**RAPPORT DEFINITIF**

par

Léopold RASPLUS, Professeur de Géologie à l'Université de TOURS  
Directeur du Laboratoire de GEOLOGIE de la FACULTE DES SCIENCES  
Hydrogéologue agréé. Coordonnateur pour le département de l'Indre

sur le

**RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION  
et  
L'EXTENSION DE LA CARRIERE**

**GUIGNARD**

**à LE PECHEREAU (Indre)**

05.02.1991

Par lettre du 23 Janvier 1991, Monsieur le Directeur des Carrières R&G GUIGNARD, La Prune à CEAULMONT (36) m'a demandé un rapport hydrogéologique sur un site d'exploitation existant sur la Commune du PECHEREAU (36), lieu-dit "La Maison Rouge", en vue de la constitution d'un dossier de renouvellement d'autorisation et d'extension d'extraction de matériaux sableux.

Je me suis rendu sur place le 2 Février 1991 pour procéder à mes observations, en compagnie de M. G. GUIGNARD.

## 1 - LE TERRAIN PROPOSE

### 1.1. - Situation :

Le site comporte deux parties contigües.

1 - Le terrain sur lequel le renouvellement d'autorisation est demandé est situé sur le territoire de la Commune du PECHEREAU, au lieu-dit "La Maison Rouge". Il est formé par les parcelles AW 8 à 10, 15 à 18, 21 et 25 de superficie totale 53.470 m<sup>2</sup>. Une grande partie de cette surface a déjà été exploitée. Il ne reste à extraire des matériaux qu'en fond de fouille, sur 2 à 3 mètres d'épaisseur sur certaines parties de parcelles. Une partie des excavations existantes sert au système de lavage des alluvions (voir en 3).

2 - L'extension demandée se trouve immédiatement au sud de la carrière actuelle, sur "La Grande Pièce de la Fosse". Elle comporte les parcelles 109, 113, 115, 117, 118 et 119, de superficie totale 62.840 m<sup>2</sup>.

L'ensemble est situé 1,5 km au sud du village du PECHEREAU.

### 1.2. - Topographie :

Le terrain se trouve sur la surface alluviale (terrasse) en bordure du versant droit de la vallée de la Creuse, rivière qui coule du SE vers le NW, 500 m à l'ouest du site.

L'altitude de la terrasse alluviale varie de +130 à +136 m, en légère pente vers l'ouest. La cote de la Creuse est +106.

Il n'existe pas de ruisseau sur toute la surface alluviale.

### 1.3. - Géologie :

Le sous-sol est constitué par des sables moyens à grossiers, beiges à rouges, à structure sédimentaire lenticulaire, classique en milieu fluvial, contenant des graviers usés de quartz et de roches du socle, surtout dans les 3 mètres supérieurs et quelques gros (0,5 m) blocs arrondis, des argiles sableuses et des limons, représentant les alluvions anciennes de l'Indre.

Ces alluvions constituent la terrasse, de cotes relatives +18 à +25 mètres, notée FW2 sur la carte géologique à 1/50000<sup>e</sup> (non publiée) ARGENTON-SUR-CREUSE dont le Quaternaire fluvial a été levé au 1/25000<sup>e</sup> par un membre de mon Laboratoire.

Les coupes visibles dans le secteur exploité et les onze sondages réalisés dans l'extension montrent que les alluvions ont une épaisseur sur le site de 18 à 20 m. Elle reposent sur des argiles (2 à 3 m) surmontant les marnes bleues du Lias supérieur (Toarcien).



#### 1.4. - Hydrogéologie :

Les sables alluviaux contiennent une nappe d'eau souterraine libre dont la surface piézométrique se place aux environs de 17 m de profondeur et le substrat imperméable vers 20 m. Cette nappe, de peu d'importance s'écoule très lentement vers le val de Creuse.

### 2 - GEOLOGIE et HYDROGEOLOGIE de la REGION du PECHEREAU

#### 2.1. - Morphologie :

La morphologie de la région du PECHEREAU est celle d'une cuesta au nez raboté par l'érosion: la cuesta liasique, d'orientation SW-NE en fonction du pendage des couches du Jurassique inférieur vers le NW. Cette cuesta constitue une ligne de reliefs vers 250 mètres de Chazelet à Bouesse dominant la dépression orthoclinale, qui se trouve au SE, de 40 à 50 m. Cette cuesta a été percée par la Creuse et déblayée au niveau du MENOUX et du PECHEREAU et c'est en aval de la percée que de part et d'autre de la vallée se sont déposées, par saccades au Quaternaire, les alluvions qui constituent le placage en terrasses étudié.

#### 2.2. - Géologie :

##### STRATIGRAPHIE:

Les terrains qui forment le sous-sol de la région appartiennent à la série sédimentaire du Trias et du Jurassique reposant sur le socle métamorphique primaire de la marge nord du Massif Central. Au MENOUX, on est très près de la limite couverture sédimentaire - socle. On distingue:

- \* Le Trias: sans intérêt ici.
- \* le Jurassique inférieur avec:
  - Lias inférieur marneux à intercalations calcaires.
  - Lias supérieur constitué par une centaine de mètres de marnes bleues (Toarcien).
- \* Le Jurassique moyen: calcaire.

Dans les vallées, on note le Quaternaire ancien en terrasses plus ou moins emboîtées et le Quaternaire récent en lit majeur en contrebas (voir plus haut).

##### STRUCTURE:

Les couches du Trias et du Jurassique sus-jacent sont légèrement inclinées vers le NW. Ce pendage n'est pas sensible sur un affleurement. Mais c'est lui qui est responsable de l'apparition du relief de la cuesta liasique par usure différentielle des niveaux de résistance à l'érosion variable et mise en relief des couches (Lias supérieur) difficiles à éroder.

Il n'y a pas de faille importante dans le secteur.

##### AFFLEUREMENTS:

En raison de la structure monoclinale, les couches du Trias au Jurassique moyen forment des affleurements en bandes parallèles SW-NE, comme la cuesta. Ces bandes sont découpées en forme de V dont la pointe est vers le NW (donnant le sens du pendage), dans la percée de la Creuse. Là s'étalent, sur les couches liasiques biseautées, les alluvions en terrasses.



### 2.3. - Hydrogéologie :

Le Trias et la base du Lias contiennent une nappe importante très utilisée dans le département. Elle est naturellement bien protégée par les marnes du Lias supérieur très épaisses et étanches qui se trouvent sous les alluvions quaternaires dans la percée de la Creuse.

LE PECHEREAU est en partie alimenté par un puits (Renseignements fournis par Monsieur le Maire du PECHEREAU) profond de 8 m dans des bancs calcaires du Lias séparés par des interstrates argileuses surmontant des marnes. Le débit de ce puits est de 10 m<sup>3</sup>/h. Cet ouvrage est situé à plus de 1 km du site proposé. Il ne comporte pas de périmètres de protection. La nappe qu'il exploite n'a pas de relations avec la suivante.

Les alluvions anciennes de la Creuse contiennent une nappe libre peu importante on l'a vu, qui n'est pas exploitée par des ouvrages AEP. L'aquifère alluvial, en raison de la finesse des matériaux est très filtrant et les eaux sont parfaitement épurées en quelques dizaines de mètres, voire en quelques mètres, selon les faciès lithologiques. Cette nappe, de peu d'importance n'est pas exploitée et ne semble pas exploitable.

### 3 - AVIS DU RAPPORTEUR

#### 3.1. - Considérations préliminaires :

La Société GUIGNARD envisage d'exploiter les alluvions anciennes et récentes jusqu'aux marnes du Lias supérieur (Toarcien), comme elle le fait actuellement dans la carrière en exploitation. Elle a l'intention de finir l'extraction dans les parcelles "Maison Rouge" et d'exploiter les parcelles de "La Grande pièce de la Fosse", sur une épaisseur maximale de 18 mètres. L'extraction pénètre de 3 m dans la nappe des alluvions.

Les matériaux extraits ayant une composante fine, argileuse, de l'ordre de 10%, ils sont lavés grâce à un circuit d'eau claire pompée dans la nappe dans les excavations produites par l'exploitation. Actuellement, les eaux claires sont puisées dans les parcelles 8, 9 et 10 dont l'exploitation est presque terminée.

Après lavage des matériaux sur le site de stockage placé 2 à 300 mètres au Nord du terrain, les eaux chargées de particules argileuses sont renvoyées vers les excavations 15, 16 et 17, partiellement cloisonnées en bassins de décantation par des merlons internes. Les argiles se déposent et colmatent le fond de fouille, puis sont recouvertes de sables superficiels jusqu'à 2 mètres au-dessus du niveau supérieur de la nappe (réaménagement).

Ce procédé ingénieux a plusieurs avantages: il permet d'éliminer les fractions granulométriques gênantes, de les renvoyer sans aucune modification au milieu naturel, d'établir un "matelas" protecteur entre la nappe et les excavations réaménagées, de n'effectuer aucun rejet boueux en dehors du site d'extraction.

Il est prévu qu'il soit mis en oeuvre pour traiter de la même manière les alluvions extraites des parcelles sur lesquelles l'extension est demandée. Compte tenu des volumes à extraire, et des quantités à laver, il est évident que:

- d'une part, les volumes d'eau claire à puiser nécessitent le maintien des excavations en eau propre existantes,
- et que d'autre part, des excavations nouvelles de rejet des eaux chargées en argiles soient aménagées sur une surface suffisante afin que les eaux puissent s'y décanter. Cela est projeté dans la partie ancienne après la fin de l'extraction.



Ce n'est qu'après, au fur et à mesure que les bassins de décantation seront comblés par les boues de décantation, que l'aménagement final sera réalisé.

Ce projet me paraît tout à fait convenable car il ne porte pas atteinte aux eaux souterraines, au contraire, et me semble devoir être encouragé.

### 3.2. - Incidence sur les eaux superficielles :

Le ruissellement superficiel est nul sur les sables alluviaux. Par ailleurs, le secteur est largement au-dessus des hautes eaux de la Creuse. L'incidence de l'exploitation sur les eaux superficielles est négligeable.

### 3.3. - Incidence sur les eaux souterraines :

L'incidence sur la nappe des alluvions sera un rabattement minime de la surface piézométrique (quelques dizaines de centimètres). Dans la mesure où toutes les précautions seront prises pour qu'aucun déversement de produits chimiques ou d'hydrocarbures, du fait de l'exploitation, ne puisse se produire, l'incidence sera limitée. Elle n'affectera pas la qualité des eaux de la nappe et encore moins celle des eaux captées par le puits AEP du PECHEREAU qui ne proviennent pas de la même nappe.

Actuellement, la propreté du site d'exploitation et de celui de rejet des eaux boueuses provenant du lavage des alluvions argileuses est exemplaire.

### CONCLUSION GENERALE

Le rapporteur donne un avis favorable au renouvellement de l'autorisation de l'exploitation des sables alluviaux des terrasses anciennes de la Creuse au lieu-dit "La Maison Rouge" et à l'extension demandée sur les parcelles de "La Grande pièce de la Fosse" sur la Commune du PECHEREAU (36), ces exploitations n'ayant pas d'incidence néfaste sur la nappe des alluvions, non exploitée.

Fait à Montbazou, le 5.02.1991

L. RASPLUS  
Hydrogéologue agréé

*L. Rasplus*

## **ANNEXE 4 :**

### **Exemple concernant la procédure d'accueil des inertes**



# CARRIERES GUIGNARD

LE COURBAT  
36200 LE PÉCHEREAU  
LES EBEUGNETS  
36190 POMMIERS  
LE CHEVELU  
18370 SAINT-SATURNIN

Services Administratifs :  
LA PRUNE B.P. 143  
36200 ARGENTON SUR CREUSE  
Tél. 02 54 25 42 34 – Fax. 02 54 25 43 17

## DOCUMENT PREALABLE D'ADMISSION

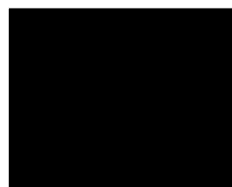
Année de dépôt : 2018

Site : LE PECHEREAU

AR N°2008-05-0083

Du 6 mai 2008

Le Producteur des déchets :



- **Origine du déchet :** Chantiers Divers
  - **Quantités :** Suivant Bons
  - **Type de déchet :** 17 05 04
- Code (décret 2002-540)**

Code (décret n°2002-540)	Description
17 01 01	Bétons
17 01 02	Briques
17 01 03	Tuiles et céramiques
17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques
17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)

« Le producteur s'engage sur la non contamination de ses déchets »

Date

Le Producteur (signature)

2018				
MOIS	CLIENT	TONNAGES	CODE DECHETS	OBSERVATION
JANVIER		262,90	17 05 04	
		148,30	17 05 04	
		80,30	17 01 07	
		52,85	17 05 04	
		885,50	17 05 04	
		54,60	17 05 04	
	TOTAL	1484,45		
FEVRIER		77,55	17 05 04	
		27,25	17 01 07	
		157,00	17 05 04	
		2421,15	17 05 04	
		106,10	17 05 04	
	TOTAL	2789,05		
MARS		818,6	17 05 04	
		14,95	17 05 04	
		82,80	17 05 04	
		2382,00	17 05 04	
		246,25	17 05 04	
	TOTAL	3544,60		
AVRIL		205,70	17 05 04	
		80,35	17 05 04	
		82,90	17 05 04	
	TOTAL	368,95		
MAI		213,10	17 05 04	
		6,40	17 05 04	
		1,90	17 01 07	
		158,25	17 05 04	
		16,50	17 05 04	
	TOTAL	396,15		
JUIN		21,70	17 05 04	
		602,50	17 05 04	
		277,15	17 05 04	
	TOTAL	901,35		
JUILLET		14,85	17 05 04	
		296,80	17 05 04	
		140,90	17 05 04	
		42,35	17 05 04	
	TOTAL	494,90		
AOUT		173,00	17 05 04	
		3,45	17 01 07	
		49,15	17 05 04	
		36,25	17 05 04	
	TOTAL	261,85		
SEPTEMBRE		137,45	17 05 04	
		3,20	17 01 07	
		124,85	17 05 04	
	TOTAL	265,50		
OCTOBRE		538,70	17 05 04	
		113,80	17 05 04	
		18,90	17 05 04	
	TOTAL	671,40		
NOVEMBRE		79,65	17 05 04	
		323,80	17 05 04	
		2,35	17 01 07	
		102,00	17 05 04	
	TOTAL	507,80		
DECEMBRE		366,35	17 05 04	
		324,15	17 05 04	
		0,85	17 01 07	
		54,65	17 05 04	
	TOTAL	746,00		
TOTAL ANNEE 2018		12432,00		

**GUIGNARD****BON de DECHARGE**

BON N°

04.00002200.01

DU

29/01/2020 à 12:18

CLIENT



SITE MAISON ROUGE

Code CLIENT

2897

PRODUIT RETOUR DEBLAI - 17 05 04

CHANTIER

VILLEFRANCHE

LIEU CHASSENEUIL

REFERENCE

FCG01/M0360422/00926094/001

Transporteur

TRANSM

TRANSMAT GUIGNARD

Véhicule

8X4

FM954GB location

Transport à facturer :

☐ Oui

Nom et signature du chauffeur

BRUT

32,900 T

TARE

14,450 T

NET

18,450 T

Nom du client  
et signature  
pour acceptation

Attention, le PTC est dépassé

**GUIGNARD****BON de DECHARGE**

Duplicata

BON N°

04.00002200.01

DU

29/01/2020 à 12:18

CLIENT



SITE MAISON ROUGE

Code CLIENT

2897

PRODUIT RETOUR DEBLAI - 17 05 04

CHANTIER

VILLEFRANCHE

LIEU CHASSENEUIL

REFERENCE

FCG01/M0360422/00926094/001

Transporteur

TRANSM

TRANSMAT GUIGNARD

Véhicule

8X4

FM954GB location

Transport à facturer :

☐ Oui

Nom et signature du chauffeur

BRUT

32,900 T

TARE

14,450 T

NET

18,450 T

Nom du client  
et signature  
pour acceptation

Attention, le PTC est dépassé

## **ANNEXE 5 :**

**Avis du maire et du propriétaire sur la  
remise en état**

# ATTESTATION

**Objet :** Demande d'Enregistrement au titre de la rubrique  
2760 des ICPE : Prolongation de l'ISDI « La Maison Rouge »  
36200 le PECHEREAU.

Je soussigné, Monsieur Jean-Pierre NANDILLON Maire de la commune du PECHEREAU (36).  
Atteste avoir pris connaissance des conditions de remise en état prévues sur les terrains sis aux  
lieux-dits, la Maison Rouge (voir liste ci-joint) sur la commune du PECHEREAU.

Dans le cadre du dossier de demande d'Enregistrement « Prolongation de l'ISDI de la  
Maison ROUGE », présenté par la société SARL CARRIERE GUIGNARD.  
J'ai l'honneur de donner un avis favorable, sur l'état dans lequel sera remis le site en fin  
d'exploitation.

Le 27 Janvier 2020  
Jean-Pierre NANDILLON  
Maire du PECHEREAU





Les parcelles cadastrales du projet sont les suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	Numéro	Surface cadastrale (m <sup>2</sup> )	Surface de la demande (m <sup>2</sup> )
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	109	14 865	8 950
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	110	8 720	4 350
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	111	485	485
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	113	15 490	15 490
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	115	8 033	8 033
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	117	1 939	1 939
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	118	5 000	5 000
Le Pêchereau	La Grande Pièce de la Fosse	AW	119	17 513	17 513
<b>Surface totale de la demande</b>					<b>61 760</b>

Le remblaiement ne porte pas sur l'ensemble de la surface du périmètre de demande mais sur une emprise de l'ordre d'1,2 ha.

# ATTESTATION

**Objet :** Demande d'Enregistrement au titre de la rubrique  
2760 des ICPE : Prolongation de l'ISDI « La Maison Rouge »  
36200 le PECHEREAU.

Je soussigné, Monsieur Gilbert GUIGNARD gérant de la SARL R et G GUIGNARD.  
Atteste avoir pris connaissance des conditions de remise en état prévues sur les terrains sis aux  
lieux-dits, la Maison Rouge (voir liste ci-joint) sur la commune du PECHEREAU.

Dans le cadre du dossier de demande d'Enregistrement « Prolongation de l'ISDI de la  
Maison ROUGE », présenté par la société SARL CARRIERE GUIGNARD.  
J'ai l'honneur de donner un avis favorable, sur l'état dans lequel sera remis le site en fin  
d'exploitation.

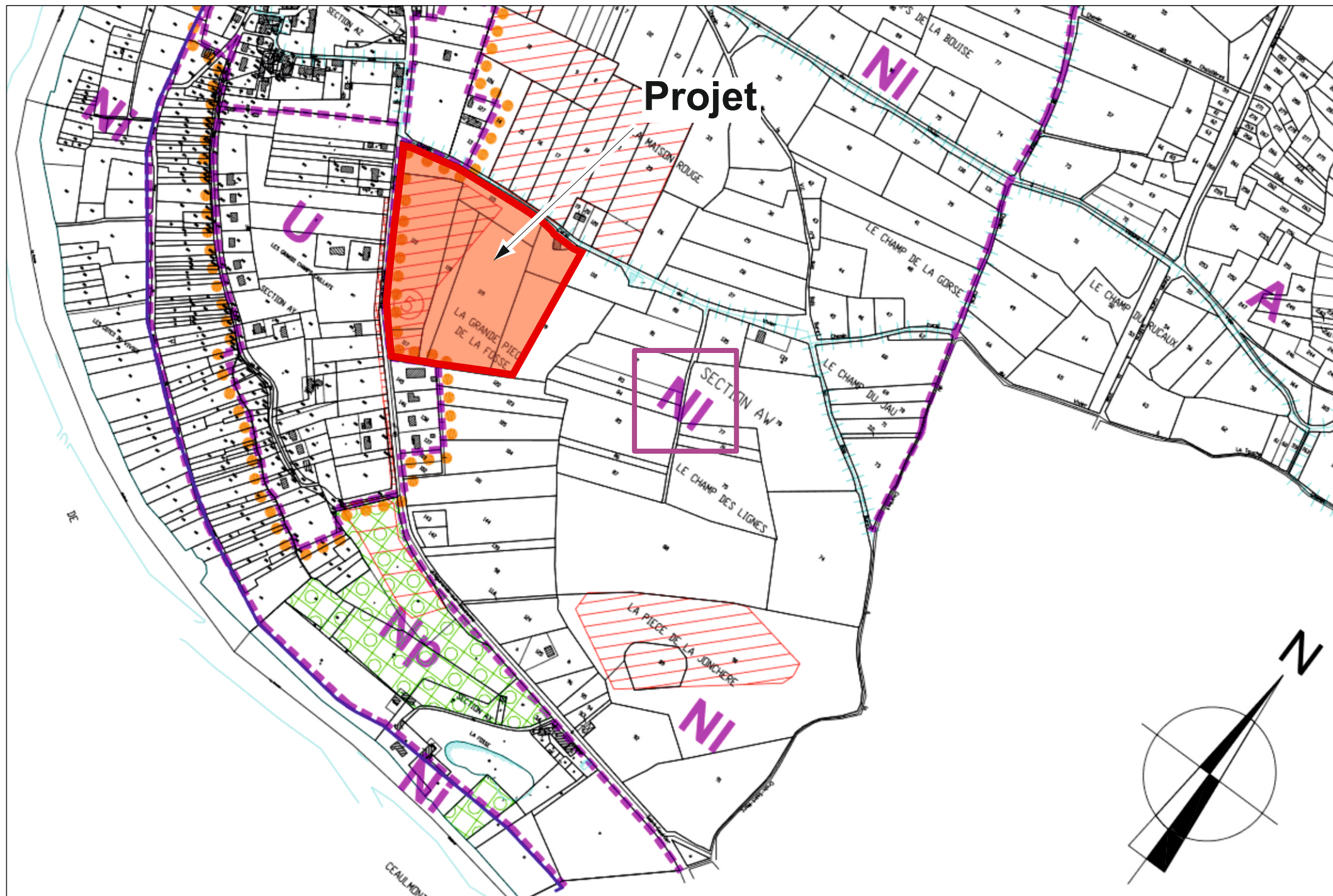
Le ..... 20/11/2020 .....  
Gilbert GUIGNARD  
Gérant

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gilbert Guignard', is written over the printed name and title.

Commune	Section	N° de parcelle	surface m²	surface affectée m²	Propriétaire	Antériorité	Code de section	Ville
LE PECHEREAU	AW	109	14865	14865	ENT R ET G GUIGNARD	SIREN N° 384 819 868	LA PRUNE	36200 CEAULMONT
LE PECHEREAU	AW	113	15490	15490	ENT R ET G GUIGNARD	SIREN N° 384 819 868	LA PRUNE	36200 CEAULMONT
LE PECHEREAU	AW	115	8039	8039	ENT R ET G GUIGNARD	SIREN N° 384 819 868	LA PRUNE	36200 CEAULMONT
LE PECHEREAU	AW	117	1939	1939	ENT R ET G GUIGNARD	SIREN N° 384 819 868	LA PRUNE	36200 CEAULMONT
LE PECHEREAU	AW	118	5000	5000	ENT R ET G GUIGNARD	SIREN N° 384 819 868	LA PRUNE	36200 CEAULMONT
LE PECHEREAU	AW	119	17513	17513	ENT R ET G GUIGNARD	SIREN N° 384 819 868	LA PRUNE	36200 CEAULMONT

## **ANNEXE 6 :**

### **Extrait du PLU de la commune**





**AMURE S.A.R.L.**

Urbanisme, environnement et paysage  
38 rue Dunois  
75647 Paris cedex 13

## COMMUNE DU PECHEREAU

Tel: 01.53.79.14.54

Email : amure.sarl@wanadoo.FR

## PLAN LOCAL D'URBANISME

« Vu pour être annexé  
à la délibération

Du 24 mars 2011 »

**Jean-Claude ANDRIEUX**

Maire



**REGLEMENT MODIFIE**  
suite à

- la révision simplifiée  
approuvée le 30/09/2010
- la modification  
approuvée le 24/03/2011

**TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES**

**CHAPITRE V - REGLEMENT APPLICABLE A LA ZONE N**

*Caractère de la zone N : Il s'agit d'une zone naturelle peu équipée, à protéger de l'urbanisation*

*Elle comprend six sous-secteurs :*

- le secteur Np correspondant à des paysages qu'il convient de protéger en raison de leur qualité,
- le secteur Nb correspondant aux espaces boisés,
- le secteur Nl correspond à une zone destinée à des équipements de loisirs et de tourisme,
- le secteur Nh, correspondant aux constructions éparses, et réservé à l'habitat ou aux activités liées à la zone N,
- le secteur Ne, correspondant aux étangs,
- le secteur Na, correspondant aux secteurs agricoles en périphérie de l'urbanisation.

*Dans chacun de ces sous-secteurs ne sont autorisés que les occupations et utilisations du sol liés à son activité.*

*La zone Ni fait l'objet d'un chapitre à part entière (cf. ci-après)*

**SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION DES SOLS**

**ARTICLE N1 - Types d'occupation ou d'utilisation des sols interdits**

Tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol, à l'exception:

- des constructions et installations nécessaires à l'observation des milieux naturels, ainsi que les éléments d'infrastructure s'y rapportant,
- des petits abris temporaires pour l'élevage (clos sur trois cotés seulement) ,
- de ceux visés à l'article N2.



## **ARTICLE N2 - Types d'occupation ou d'utilisation des sols admis sous condition**

- En Nb, les aménagements liés à l'exploitation forestière, et en particulier
  - les équipements et aménagements nécessaires à la protection contre l'incendie de l'ensemble forestier,

- les équipements indispensables à la mise en valeur de la forêt et à sa protection, sous réserve que ces équipements ne modifient pas fondamentalement la destination forestière de l'immeuble bénéficiaire et n'en constituent que les annexes indispensables.

- En NI, la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés aux loisirs et au tourisme, sauf dans les secteurs d'anciennes carrières portées au plan.

- En Ne, la construction ou l'aménagement d'abris d'étangs de surface inférieure à 35m<sup>2</sup>.

- En zone Ne et NI, sous réserve du respect des dispositions de la Loi sur l'Eau, les affouillements et exhaussements du sol, nécessaires à la création d'étangs ou plans d'eau dont la surface en eau est supérieure à 0,5 hectare; en Ne, ceux-ci seront implantés dans une dépression naturelle et nécessitant la construction d'une digue barrant cette dépression; ils seront pourvus d'un système de vidange et d'un système correct d'évacuation des eaux (accord à obtenir au préalable avec le propriétaire du fond inférieur en application des articles 640 et 641 du Code Civil et avec le propriétaire du fond supérieur); en NI, ils seront créés à partir de plans d'eau créés par des carrières;

- En Nh,
  - la restauration des constructions existantes à vocation d'habitat ou d'activités liées à la vocation de la zone, et leur extension limitée à 50% de l'emprise d'origine,
  - le changement d'affectation des constructions existantes.

- En Na, la construction ou l'aménagement de bâtiments agricoles de petites dimensions.

- En Na et Nh, les annexes aux habitations existantes situées sur la même unité foncière.

- Les installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif, ainsi que les constructions nécessaires à leur fonctionnement (par exemple, transformateur, pylône, réservoir d'eau potable, poste de détente de gaz, bassins de retenue...), à condition qu'ils soient compatibles avec la zone.



